



le PLUS du FIGARO ÉCO

APPRENTISSAGE

Le Medef menace
de claquer la porte
des négociations

PAGE 22

Apprentissage : le patronat menace de claquer la porte de la négociation

*Le Medef et la CPME protestent contre les garanties
en discussion avec les régions pour calmer celles-ci.*

MANON MALHÈRE [@ManonMalhere](#)

SOCIAL Le gouvernement ne s'attendait probablement pas à ce que la réforme de l'apprentissage tourne autant au vinaigre ! Après les régions, c'est en effet maintenant au tour du patronat de hausser le ton, en menaçant de quitter la table des négociations. « *Il ne faut pas qu'on fasse une réforme politique. Nous ne voulons pas être caution d'un système qui va à l'échec* », martèle-t-on au Medef.

L'organisation patronale craint que le gouvernement revoie ses ambitions à la baisse et concocte un plan de compromis pour calmer les régions. Depuis le début, ces collectives sont remontées contre le projet phare de la réforme qui vise à leur retirer le pilotage opérationnel de l'apprentissage - et le 1,6 milliard de financement qui va avec - afin de le confier aux branches professionnelles. Et donc, en clair, aux employeurs.

C'est la réunion de déminage, qui s'est tenue lundi avec les régions à Matignon, en présence d'Édouard Philippe et des ministres du Travail et de l'Éducation nationale, qui a mis le feu aux poudres. Et, plus spécifiquement, les

déclarations de satisfaction à la sortie du président de l'Association des régions de France (ARF), Hervé Morin, estimant que cette rencontre avait « *permis d'acter le principe du maintien d'un pilotage public de l'apprentissage par les régions* ».

Du côté du patronat, la pilule ne passe pas. Et pas qu'un peu... Déjà, sur la méthode, le Medef et consorts voient rouge. « *On travaille depuis des semaines sur un projet de réforme (dans le cadre de la négociation sur la formation professionnelle, NDLR) et nous apprenons par la presse que des axes de réformes sont déjà décidés, dénonce le président de la CPME, François Asselin. Il faut que le gouvernement éclaire ses positions.* »

Or l'exécutif entretient, pour l'heure, le flou sur ses intentions, précisent plusieurs représentants. Et ce alors que Muriel Pénicaud avait promis « *une révolution copernicienne* » au lancement du processus. « *Une telle attitude en dit long sur la conception du dialogue social du président Macron et de la place qu'il laissera aux partenaires sociaux dans la future gouvernance du régime d'assurance-chômage* », glisse en passant un cadre du Medef, qui pousse sa maison à claquer

la porte de la négociation en cours et refuser toute responsabilité dans le futur dispositif.

De leur côté, les syndicats - qui participent également aux discussions - se montrent plus prudents.

« *C'est une politique de l'État, c'est à lui de prendre ses responsabilités sur le sujet* », botte en touche un représentant.

Doublons avec les lycées

Sur le fond du dossier, le patronat redoute un recul de l'exécutif sur le plan de retirer aux régions leur compétence d'ouverture des centres de formation d'apprentis (CFA) et des sessions - ce qu'on appelle « la carte » - pour la confier au monde professionnel. « *Il faut un leader, un pilote dans l'avion, et pas plusieurs*, dénonce Pierre Gattaz, le président du Medef. *Gérer ce système à plusieurs, on l'a déjà vu, ça ne marche pas.* »

Les régions défendent en effet un « *droit d'opposition motivé* » pour éviter des doublons avec les lycées professionnels sur certains territoires. Une sorte de droit de veto qui n'a pas été rejeté par l'exécutif. « *Si la décision (de s'opposer à l'ouverture, NDLR) est extrême-*



ment motivée, c'est une piste à examiner », expliquait lundi une source gouvernementale. « La question n'est plus technique mais politique, décrypte un président de région. Il s'agit de savoir si le premier ministre veut entrer en guerre, ou pas, avec les régions. S'il revient sur ses intentions initiales, il répondra alors clairement par la négative. »

De quoi susciter donc - on le comprend - l'ire du patronat qui

s'oppose à tout droit d'opposition, même encadré. « Ce serait le statu quo : les régions pourront toujours bloquer les projets d'ouverture », dénonce un cadre du Medef. « Rien ne changera et le principe de réalité politique aura eu raison des velléités de réforme du président de Macron », confirme un président de région. Suite au prochain épisode... ■

Il faut un leader, un pilote dans l'avion, et pas plusieurs. Gérer ce système avec plusieurs pilotes, on l'a déjà vu, ça ne marche pas

PIERRE GATTAZ,
PRÉSIDENT DU MEDEF



Le siège du Medef, à Paris. L'organisation patronale craint que le gouvernement revole ses ambitions à la baisse.

FRANÇOIS BUCHON / E. G. G. G. G.